

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES — SAMEDI 8 NOVEMBRE 2014 1121 1 €

Calculs politiciens sans aucun
intérêt pour les travailleurs

Jacques Gillot, sénateur, président du conseil régional de Guadeloupe, a déposé au Sénat un amendement concernant la réforme territoriale et il a été adopté. Il réclame la consultation de la population de Guadeloupe sur une assemblée unique remplaçant le Conseil Régional et le Conseil Général, comme ce fut le cas en Martinique et en Guyane. Lurel, ex ministre de l'Outre-mer et président du Conseil Régional, s'y oppose. En réalité, ce qui gêne Lurel c'est surtout qu'une assemblée unique ne fournirait pas autant de sièges de conseillers régionaux et départementaux au Parti socialiste local et qu'ainsi il perdrait une partie de sa «cour». Les prochaines élections régionales de décembre 2015 reconduiront ou pas la très large majorité de Lurel et des socialistes locaux au Conseil Régional.

En Martinique les électeurs seront appelés à voter pour les membres de la nouvelle Collectivité territoriale de l'île, la CTM. Dans les deux îles, les grandes manœuvres électorales ont commencé. C'est ainsi qu'a eu lieu le «gran Sanblé» du dimanche 26 octobre à Ducos en Martinique. Le MIM, Mouvement indépendantiste martiniquais de Marie Jeanne, le RDM (Rassemblement démocratique martiniquais) de Claude Lise, le PALIMA (Parti pour la Libération de la Martinique) de Francis Carole, le PCM (Parti communiste martiniquais) se sont retrouvés pour préparer ce que le grand guerrier Francis Carole nomme «la mère des batailles»!?!? Que peuvent attendre les travailleurs des deux îles de cette agitation politicienne?

Rien, strictement rien. En 2010, en Martinique, S. Letchimy a remplacé A. Marie-Jeanne à la présidence du Conseil Régional. Rien n'a changé concernant la situation des exploités. De la même manière, les «patriotes» ne changeront jamais rien. Car, en réalité, les deux tendances, PPM et «patriotes» qui s'affrontent sur la scène politique martiniquaise partagent le même engagement fondamental : ils ne remettent pas en cause la mainmise d'un patronat vorace sur la société. Et ne la remettant pas en cause, aux affaires ils servent, et serviront, ces exploiters. En Guadeloupe les différentes tendances du spectre politique officiel sont du même acabit.

La direction du Parti Communiste Martiniquais (PCM) garde-t-elle de son passé d'implantation ouvrière notable et de participation aux luttes des travailleurs, une certaine sensibilité aux préoccupations et aux revendications de la classe ouvrière ? Non, tout cela est bien loin !

En témoigne l'éditorial de G. Erichot, secrétaire du PCM, dans Justice du 23 octobre 2014. Sous le titre «Hors du rassemblement, point de salut», il expliquait le sens de sa participation au «Rassemblement des Patriotes». En ne faisant nulle mention d'aucune revendication des travailleurs, nulle mention de leurs luttes, actuelles et futures, nécessaires ne serait-ce que pour arrêter la dégradation de leurs conditions de vie. Rien de tout cela, rien de communiste.

Le secrétaire du PCM aligne des phrases vides de sens, en tout cas du point de vue de la classe des travailleurs : «*approche globale de l'avenir du pays*» ; «*intérêts supérieurs du peuple martiniquais*» ; «*élaboration d'un véritable projet alternatif de développement et de société répondant aux véritables intérêts de notre peuple*» etc. Des formules attrape-tout, pouvant être signées par n'importe quel charlatan politique, fût-ce le plus réactionnaire, voilà ce qu'offre le PCM en guise de programme. C'est en réalité le programme de l'acceptation de l'ordre établi. C'est une promesse faite aux exploiters qu'il ne sera pas touché à leurs intérêts. Au pire il leur suffira de se référer à «*la mbilisation de toutes les énergies pour ouvrir les chemins de l'espoir*».

Ce programme est un aveu : l'aveu du conservatisme social profond des politiciens qui l'affichent. Et au delà du PCM, ce conservatisme est celui de tout le «Rassemblement des patriotes». C'est aussi celui de la classe politique officielle de Guadeloupe.

Guadeloupe Les travailleurs de la Palette-Weldom-Batica et de la plantation Dormoy en lutte !

LA GRÈVE DE LA
PALETTE-WELDOM-
BATICA

Pour soutenir les grévistes, la CGTG a lancé un appel à la solidarité des travailleurs face à celle des patrons. Ainsi le mardi 4 novembre, ils ont reçu le soutien des travailleurs de la Banane venus à Jarry, et en particulier ceux de la plantation Dormoy en droit de retrait pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Et tous ensemble, ils ont défilé dans les rues de Jarry, ont distribué des tracts et ont tenu à rendre visite aux salariés des entreprises dont les patrons avaient fait des attestations en faveur de la direction de la Palette. Ils étaient plus d'une centaine car d'autres travailleurs, syndiqués à la CGTG, ont participé à la manifestation.

Il faut rappeler que la grève commencée le 17 octobre continue car la direction fait des propositions ridicules et refuse toute négociation sérieuse. Le vendredi 24 octobre, la direction du groupe avait assigné les grévistes au Tribunal dans un référé. Elle a été déboutée pour les Abymes et Jarry au motif qu'il n'y avait pas d'entrave, mais obtenait la levée des barrages à Basse-Terre. Les grévistes de Basse-Terre, très minoritaires, ont préféré reprendre le travail tout en soutenant leurs collègues des Abymes et de Jarry. Le jeudi 30 octobre nouvelle tentative de la direction qui assignait à nouveau certains grévistes et la CGTG devant le



Les grévistes manifestent dans Jarry

Juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Pointe-à-Pitre. Le vendredi 31 octobre, le Tribunal ordonnait l'expulsion immédiate sous astreinte de 1000 euros par jour, par personne et par infraction constatée mais aussi l'enlèvement de tous les objets empêchant un libre accès des personnes et des véhicules dans les magasins sous astreinte de 500 euros par jour. Un huissier est venu très rapidement signifier ce jugement aux grévistes. Il faut savoir que pour obtenir gain de cause, la direction n'a pas hésité à faire appel à tous ses amis patrons, les membres de sa famille pour faire des attestations de témoignage où ils prétendent avoir été empêchés d'aller faire leurs courses dans les magasins de Jarry ou des Abymes. La décision du Tribunal montre bien que la plupart du temps, la Justice est du côté des patrons et que ces derniers sont solidaires entre eux.

Cette décision, loin de

décourager les grévistes, a renforcé encore plus leur détermination à continuer le combat face au mépris de la direction qui a refusé toute médiation. Sa dernière proposition était une augmentation de 0,69€, soit 9,97€ par mois pour un salarié payé au SMIC. Les grévistes estiment que leur entreprise qui a dégagé un bénéfice de près de 800 000€ et qui a reçu du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) la somme de 200 000 € pour 2013 et 2014 a largement les moyens d'accéder à leur demande qui est actuellement une augmentation de 80€ par mois. Ils estiment qu'ils ont le droit de ré

Guadeloupe

La faculté de droit apprend aux étudiants à travailler sans salaire !

Depuis 2 ans, plusieurs dizaines d'étudiants ont travaillé dans le cadre d'enquêtes pour «Cap Excellence» (la communauté de communes Pointe-à-Pitre, Abymes, Baie-Mahault). C'est la faculté de droit et le CAGI (Centre d'analyse géopolitique et international) qui leur ont proposé ce travail. Les enquêtes sont terminées depuis longtemps. Mais fin octobre, les contrats de travail n'avaient pas été signés, et les étudiants n'étaient toujours pas payés. Ces étudiants ont fait toutes les démarches auprès des responsables de la faculté de droit, sans obtenir de réponse, alors qu'on leur doit jusqu'à 2500€. A chaque fois on leur donnait des excuses différentes : *«tout ça est de votre faute», «tant que tout le monde n'a pas signé le contrat, le comptable ne peut rien faire»...* Les responsables se renvoyaient tous la balle.

Excédés, des étudiants concernés par ce problème ont contacté les animateurs du journal *Rebelle !* Le 27 octobre, un premier tract a été distribué

sur le campus de Fouillole pour dénoncer ce scandale.

Le 29 octobre, les responsables du dossier à Cap Excellence ont confirmé que l'argent destiné aux salaires des étudiants avait été depuis longtemps viré à la faculté de droit. Un groupe déterminé s'est alors rendu à l'administration. C'est M. Maurin, le vice-doyen, qui les a reçus dans le couloir. Il a prétendu tout ignorer du problème, et leur a demandé de revenir à 15h. Mais après deux heures de réunion, en fin d'après-midi, les responsables n'avaient toujours rien à proposer aux étudiants.

Le lendemain, ils ont alors organisé une conférence de presse, pour mettre la population au courant de l'injustice qu'ils subissaient. Et là, les responsables de l'Université ont commencé à se démener pour trouver une solution.

Dès le 3 novembre, un premier groupe d'étudiants a pu signer

leur contrat, et recevoir un engagement écrit qu'ils seront payés avant la fin novembre. Ceux du deuxième groupe doivent toucher leur paye avant la fin décembre.

Le plus scandaleux, c'est que problème a eu lieu à la faculté de droit ! Au lieu de montrer l'exemple aux étudiants en respectant les règles, les responsables de cette faculté ont piétiné le Code du travail. Quant au Doyen de la faculté de droit, soi-disant à l'écoute des étudiants, il a brillé par son absence. !

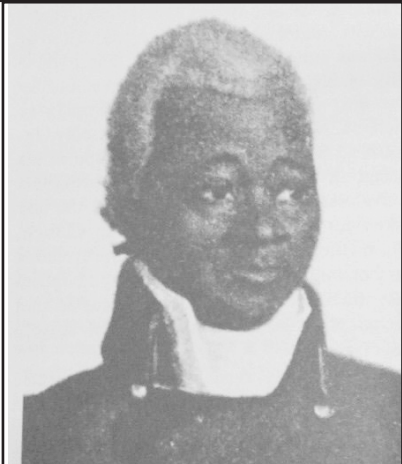
Mais les étudiants qui se sont mobilisés ont compris que c'est la détermination qui paye. Et que c'est de cette manière que les jeunes salariés de Guadeloupe, trop souvent condamnés à la précarité et aux jobs bidons se feront respecter !

Un rassemblement organisé par l'équipe du journal *Rebelle !* devait être organisé le mercredi matin, 5 novembre, à 8h30 à la faculté de droit.

Hommage des hypocrites à un vrai libérateur !

Le président d'Haïti, Martelly, lors de son séjour récent en France est allé au fort de Joux, dans le jura pour rendre hommage à Toussaint Louverture, le chef de l'insurrection des esclaves d'Haïti. Ce dernier fut par trahitrise arrêté et déporté par le général Leclerc, beau frère de Napoléon Bonaparte, venu avec une armée pour rétablir l'esclavage en Haïti sur ordre de Bonaparte en 1802. Au fond d'un cachot, sans soins, Toussaint Louverture mourut en 1803, victime du froid et de la maladie. Mais l'armée insurgée des ex esclaves, dirigée par Jean Jacques Dessalines, eut malgré tout raison du fleuron des armées européennes, celle de Bonaparte et Leclerc. L'indépendance d'Haïti put enfin être proclamée, les armes à la main, le 1er janvier 1804 ! L'État Français ne put jamais y rétablir l'esclavage ni recoloniser directement Haïti. Martelly était accompagné d'une délégation d'officiels

haïtiens et français dont la ministre de l'Outre-mer Pau Langevin. C'était un vrai ballet d'hypocrites. Voilà donc une brochette de personnalités qui s'accommodent fort bien de la grande misère du peuple haïtien, de son exploitation féroce, de tous les dictateurs qui se sont succédés dans ce pays, dont le sinistre Duvalier, et des liens affichés qu'entretient Martelly avec les milieux duvaliéristes, voilà donc tous ces gens venus rendre hommage à un vrai combattant contre l'oppression, Toussaint Louverture, en étant eux-mêmes aux antipodes de sa lutte. Exploiteurs noirs du peuple haïtien, représentants noirs et blancs de l'impérialisme français et membre de son appareil d'État, ces gens là sont les descendants politiques de ceux que Toussaint Louverture combattait ! Mais quoiqu'ils en disent ce n'est pas au nom des opprimés



Toussaint Louverture

d'Haïti qu'ils auront fait cette démarche, pas au nom des peuples noirs opprimés en Afrique et dans les Amériques, pas au nom de tous les opprimés de la terre. Ils l'ont fait pour créer des illusions sur le véritable rôle qu'ils jouent, Martelly, comme Pau Langevin : un rôle de larbins de l'impérialisme français et des suceurs de sang du peuple haïtien : la bourgeoisie haïtienne, américaine, française et internationale !

Brève : après la mort du PDG de Total

HOMMAGE "TOTAL" À L'UN DES REPRÉSENTANTS DU CAPITALISME EXPLOITEUR !

Avec la présence de Hollande et de Valls, les obsèques de Margerie ont pris l'allure d'un hommage national. Les élus de gauche comme de droite y ont participé en nombre aux côtés du gratin de la bourgeoisie française, de la présidente du FMI, Christine Lagarde, et de l'Émir du Qatar. Pourquoi tant d'honneurs ? Total c'est : 10 milliards de profits, 5 milliards de dividendes annuels versés aux actionnaires, fermeture des raffineries, suppression

d'emplois, pillage de l'Afrique et magouilles !

DE MARGERIE CAP

Martinique

Les travailleurs municipaux réclament leur dû

Depuis plus de deux semaines, les employés municipaux de Rivière-Salée, soutenus par leur syndicat, la CGTM-SOEM, sont en lutte pour obtenir d’être payés conformément au nombre d’heures qu’ils font. Ce mouvement a pris naissance avec la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires dans le primaire, avec les TAP (temps d’activité périscolaire). Tout naturellement, et compte tenu du fait que des moyens nouveaux n’ont pas été attribués par le gouvernement, André Lesueur, le maire de Rivière-Salée, comme beaucoup d’autres maires, doit appliquer une disposition sans les moyens nécessaires. Le maire a donc décidé, tel un gère

ur d’habitation, de réorganiser les plannings de travail sans aucune concertation, sans aucune consultation. Face à cet état de fait, les employés ont fait savoir à A. Lesueur que sa décision était inacceptable et ils ont décidé de cesser le travail en demandant au maire de rémunérer leurs heures complémentaires. La municipalité, elle, refuse d’entendre les demandes des agents parce selon elle, cela se traduirait par un coût financier d’environ 230 000 euros. Et c’est là le hic. L’État a supprimé

plus de 3,5 milliards d’euros aux Collectivités en 2014 et en supprimera autant en 2015. Et tout ça, pour donner de l’argent aux patrons dans le cadre du CICE (Crédit impôt-compétitivité-emploi). Le maire refuse d’exiger de l’État les moyens financiers car il est d’accord avec cette politique là, et veut se rattraper sur le dos des agents. Lesueur, face à la détermination des agents, a saisi le Tribunal pour faire condamner les grévistes, arguant du fait que l’accès à la mairie n’était pas possible. Mais il a été débouté et condamné à payer des frais d’avocat aux grévistes. En revanche, le Tribunal a ordonné une médiation qui a débuté le 31 octobre pour tenter de trouver une solution à ce conflit. Il a par ailleurs promis aux parents d’élèves de rouvrir les classes à la rentrée du lundi 3 novembre. Pour cela il a fait venir des non grévistes ou des intérimaires. Mais le lundi la pagaille dans les écoles primaires était complète et la grève continuait. Au moment où nous écrivons, les agents municipaux de Rivière Salée ne se laissent pas raconter des sornettes et exigent que leur situation change.

Quand la COM de Saint Martin se met à l’oeuvre contre les avantages sociaux

Des élus de la Collectivité d’Outre-mer de Saint Martin ont proposé de faire des prélèvements sur le RSA (revenu social d’activité) pour renflouer les caisses de la COM. Cette prestation qui est à la charge de la COM représente selon ces élus un financement important. Pour eux ces prélèvements obligeront les bénéficiaires du RSA à se mettre au travail. Ce sont les mêmes arguments qui ont déjà été avancés par le gouvernement qui veut taxer

d’impôts ces faibles revenus. Si depuis la création de la COM en 2007 elle doit gérer elle-même le RSA sans que l’État ait fait suivre son financement, pourquoi s’en prend-elle aux plus démunis ? Il y a suffisamment de riches sur l’île, des propriétaires de bateaux de luxe et de grandes chaînes hôtelières qui peuvent payer des impôts. Mais les élus de la COM sont plus proches de ces milieux qui comptent sur eux pour des défiscalisations, que de la population.

BRÉSIL

Après le deuxième tour des élections présidentielles

Le deuxième tour des élections présidentielles du Brésil a vu la réélection de Dilma Rousseff du Parti des travailleurs (PT). Avec 51,64 % des voix elle a devancé son adversaire, président du Parti social démocrate brésilien (PSDB), Aécio Neves qui était soutenu par la bourgeoisie et une partie de la classe moyenne. Cependant, celle qui a succédé à Lula qui l’a toujours soutenue, voit quand même s’effriter son électorat ouvrier et venant des classes pauvres. Ce score étriqué traduit le mécontentement des travailleurs, de la population en général face à la politique de la présidente. On se souvient des grèves et autres manifestations qui ont eu lieu avant et pendant la coupe du monde de football au Brésil. Le ralentissement des réformes, notamment les

actions de rénovation des quartiers pauvres, la répression dont les habitants de ces favelas sont victimes de la part de la police, du gouvernement, comme ils sont victimes de celle des groupes mafieux de la drogue armés jusqu’aux dents, tout cela a joué. D’autre part, alors que les salaires n’évoluent pas et que le niveau de vie des travailleurs se détériore de plus en plus, les grandes entreprises capitalistes sont renflouées à coup de milliards. Face à une telle situation politique et sociale, la population a donc envoyé un avertissement fort à la présidente sortante Dilma Rousseff sans pour cela aller jusqu’à élire le candidat de l’opposition soutenu par la bourgeoisie et le patronat, Aécio Neves.

Guadeloupe

Les travailleurs de la SA Bois-Debout reçoivent le soutien des travailleurs des autres plantations

En grève du 10 au 15 octobre, puis en droit d’alerte et de retrait depuis le 15 octobre, les travailleurs de la SA-Bois-Debout continuent leur mouvement devant le refus de la direction de la plantation de payer les salaires en dépit de l’injonction de l’Inspection du travail.

Et au lieu de payer les salaires dus, la direction se livre à toutes sortes de manœuvres pour décourager les travailleurs : interventions d’huissier de justice, tentative de vente de bananes à des planteurs etc. Mais loin de décourager les travailleurs ces manœuvres accroissent leur détermination à obtenir une amélioration des conditions de travail et de sécurité de postes très éprouvants et dangereux : le transport des régimes de bananes et le travail sur les échelles (pose des sacs en polystyrène et des ficelles ; une échelle n’étant pas un poste de travail). Les autres planteurs faisaient semblant de ne pas être concernés par le mouvement des travailleurs de la SA-Bois-Debout - il n’y a pas pour le moment de mouvement des travailleurs chez eux- mais en

fait ils le sont, car chez tous, les conditions de travail et de sécurité sont les mêmes et parfois pires qu’à la SA-Bois-Debout. Mais depuis, bien des choses ont changé. Tout d’abord les ouvriers de la SA-Bois-Debout, accompagnés des grévistes de La Palette-Weldom-Batica, sont allés rendre visite le 3 novembre

Octobre 1917 :
les travailleurs ont pris le pouvoir en Russie

Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917, des ouvriers, soldats et matelots révolutionnaires imposaient à la tête de la Russie le pouvoir des travailleurs, représentés par les Soviets (conseils ouvriers). Cette révolution qui a eu lieu il y aura bientôt 100 ans nous concerne aujourd'hui plus que jamais. La barbarie dans laquelle le capitalisme sous sa forme impérialiste a plongé le monde, les énormes inégalités entre l'infime minorité, la plus riche, et la masse des pauvres, la dégradation de la planète due à l'incohérence du système et à la rapacité de la classe capitaliste dominante... autant de raisons de penser que ce système doit être renversé. «Socialisme ou barbarie» écrivait Karl Marx. La barbarie, nous la voyons ou la vivons tous les jours, et cela peut devenir bien pire. Quant au socialisme ou au communisme, ces termes sont et ont été dévoyés pour désigner des partis et des États agissant à l'exact opposé de ce qu'ils signifient en réalité. Revenir sur le processus qui a conduit les travailleurs à prendre le pouvoir en Russie et à diriger l'URSS pendant plusieurs années est donc un exemple et un espoir pour les opprimés et les exploités du monde entier : oui, la prise du pouvoir par la classe ouvrière est envisageable autant que nécessaire.

LES COMBATS QUI ONT PRÉPARÉ LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

L'insurrection d'octobre 1917 fut l'aboutissement d'un mouvement révolutionnaire qui agitait la Russie, empire des tsars, depuis de nombreuses années.A la fin de XIXe siècle, des «terroristes», les Narodniks, révoltés par l'injustice et la violence de ce régime féodal, organisaient des attentats politiques, dont l'assassinat du tsar Alexandre 2 en 1881. En 1905, une première

révolution ouvrière constitua la «répétition générale» de celle de 1917. Les premiers organes révolutionnaires du pouvoir de la classe ouvrière : les Soviets (Conseils ouvriers), apparurent. Leurs représentants élus par les travailleurs des quartiers et des usines pouvaient être révoqués à tout instant. L'échec de cette première révolution entraîna une répression, mais le Parti des travailleurs, le Parti Bolchévik, continua à se renforcer. La première guerre mondiale, dans laquelle la Russie était impliquée, rajouta à la misère des masses. Les soldats russes, comme tous ceux qui ont fait la guerre, vivaient des conditions épouvantables. La population affamée voulait du pain et voulait la paix. Les paysans qui s'échinaient sur les terres appartenant aux grands propriétaires voulaient la terre. En février 1917, la pression longtemps contenue éclata. Une manifestation de femmes, les ouvrières du textile de Saint Petersburg, fut l'étincelle. Les travailleurs de la ville s'engagèrent dans la lutte. Ils furent rapidement rejoints par les soldats. S'appuyant sur la première expérience de 1905, ces insurgés constituèrent des Soviets dans les usines, les quartiers. Cette première insurrection contraignit le tsar à abdiquer. La bourgeoisie, soucieuse de préserver ses intérêts, constitua un gouvernement provisoire. De leur côté, les ouvriers et soldats avaient leur propre pouvoir, les Soviets. Lénine et une minorité de révolutionnaires bolchéviks revendiquaient tout le pouvoir aux soviets, ils étaient convaincus que la prise du pouvoir politique par le prolétariat était possible et nécessaire, mais la majorité des travailleurs ne les suivaient pas encore. Le gouvernement provisoire de la bourgeoisie n'amena que

déception pour les opprimés : il ne mit pas fin à la guerre, la population souffrit toujours de la faim, et la question agraire ne fut pas réglée. C'est ce qui engagea les masses ouvrières et paysannes, ainsi que les soldats, à soutenir la cause révolutionnaire du parti bolchévik, qui seul représentait leurs aspirations et leurs intérêts. Ce parti, dont Lénine et Trotsky étaient les dirigeants, joua un rôle décisif dans la révolution d'octobre. Durant les mois qui précédèrent octobre, les Bolchéviks se battirent pour obtenir la majorité dans les Soviets, face à d'autre partis, Cadets, Menchéviks, Socialistes révolutionnaires, représentant des idées petites-bourgeoises au sein de la classe ouvrière. Les Bolchéviks convainquirent les travailleurs de leur capacité à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. Ils convainquirent aussi l'armée et les paysans de rejoindre la révolution.

OCTOBRE 1917 : LES TRAVAILLEURS PRENNENT LE POUVOIR

C'est cette adhésion générale des opprimés qui permit la victoire de l'insurrection à Saint Petersburg et à Moscou, en octobre 1917. Le pouvoir de la bourgeoisie, qui ne bénéficiait plus d'aucun soutien populaire, tomba sans résistance majeure face à l'insurrection armée d'ouvriers, de soldats et de matelots révolutionnaires. Les premières mesures prises par le nouveau pouvoir furent la paix immédiate, l'abolition du droit de propriété des grands possédants sur la terre, le contrôle ouvrier sur la production. Le gouvernement des Soviets fut mis en place. Si les travailleurs de Russie ont pu renverser d'abord le pouvoir du tsar puis celui de la bourgeoisie pour mettre en place leur propre état, c'est qu'ils disposaient d'un



Lénine s'adressant à la foule. En bas à droite Léon Trotsky. Son image fut enlevée par la suite par le pouvoir stalinien.

instrument indispensable : un parti révolutionnaire, le Parti bolchévik, qui a su les conduire à la victoire. La combativité, la volonté révolutionnaire n'étaient pas un cas isolé particulier à la Russie. Dans plusieurs pays d'Europe, les travailleurs exploités, opprimés, qui exécaient la guerre, se soulevèrent dans cette période. Mais ils ne disposaient pas d'un tel parti organisé et expérimenté. Cette absence conduisit la révolution européenne à la défaite. A aucun moment, les révolutionnaires russes n'ont envisagé de construire la société socialiste dans les frontières de l'URSS. La révolution à l'échelle de l'Europe puis du monde était indispensable pour venir à bout de la vieille société capitaliste. L'échec des révolutions dans le reste de l'Europe entraîna l'isolement de l'URSS. La bourgeoisie tenta de reconquérir le pouvoir avec l'aide des puissances capitalistes européennes, qui entraînèrent une «armée blanche» pour combattre l'armée rouge révolutionnaire dont Trotsky fut le principal dirigeant. La guerre civile dura plusieurs années. L'armée blanche fut défaite, mais

le formidable